

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 20 F (200 FB)  
6 mois : 10 F (100 FB)  
pli fermé : 32 F et 16 F  
« programme communiste »  
1 an : 20 F (200 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 177  
LE NUMERO : 1 F  
15 au 28 juillet 1974

## Le langage universel du capital : sacrifices et collaboration des classes

Partout dans le monde, le capital pousse la même plainte : harmonie entre les classes, les souffrances sont communes, tout le monde doit avoir conscience de la nécessité des sacrifices communs ! Il l'a dit par la bouche de Wilson il y a deux mois, il l'a fait dire à Péron il y a quelques jours — peu importe qu'il soit mort —, il continue à le répéter chaque jour par la bouche de Cunhal,

le fait annoncer d'avance par Santiago Carrillo et Dolores Ibarruri. Il feint de s'adresser à « tous les citoyens », du moins aux « hommes de bonne volonté » ; il s'adresse en fait aux prolétaires, les seuls dont « l'économie nationale » s'inquiète qu'ils aient des oreilles pour entendre, et donc des bras pour travailler davantage et moins de « caprices » à satisfaire, qu'ils courbent et la tête et le dos.

Le refrain est identique dans tous les pays, même si les conditions politiques n'obligent pas partout à la concrétisation de la tendance au « pacte social » ; même si nous n'en sommes ici qu'à la « concertation entre partenaires sociaux » à la de Gaulle revue et corrigée par Giscard, et pas encore à l'« union sacrée » pour la bataille économique préconisée il n'y a pas si longtemps par un Edgar Faure.

Personne n'est encore venu proposer une « Charte du Travail » à la Mussolini — nous sommes en démocratie, que diable ! Cela ne change rien au fait que l'objectif reste le même...

Alors qu'il avait déjà un pied dans la tombe, Péron avait précisé : je vous promets d'ici à 1977 un taux de croissance annuel du Produit national brut de 7,5 % sans autre augmentation des prix que celle d'origine extérieure, et donc indépendante de ma volonté ; en échange, je vous demande « un accord collectif d'une durée minimum de deux ans » dont les clauses « ne regardent pas les augmentations de salaires », bien que les salaires doivent rester stables, « mais exclusivement les autres problèmes existant entre employeurs et ouvriers », comme par exemple

les célèbres « investissements » publics et privés : souscrivez à cet accord, et la patrie — et vous, prolétaires, avec elle — sera sauvée ! C'est tout ou rien : ou bien il sera accepté en bloc, ou bien nous serons précipités tous ensemble dans l'abîme.

Point n'est besoin d'aller chercher dans les œuvres complètes d'un Mussolini pour interpréter le sens d'un pacte biennuel qui vient épauler un plan de développement de l'industrie et de modernisation de l'agriculture. Dans la société bourgeoise, l'imagination est tellement rare et les nouveautés sont tellement peu neuves (grâce à l'art très raffiné qui consiste à rendre la mémoire courte aux exploités), que le justicialisme argentin aujourd'hui triomphant peut répéter les versets qu'il avait déjà prononcés sans être d'ailleurs arrivé à rien, si ce n'est à être mis à la porte, en 1955. « Les parties reconnaissent et déclarent — disait alors, comme le rappelle *La Stampa* du 27-6, l'« accord sur la productivité » analogue à l'actuel et non moins péronien « accord collectif » — que les objectifs ambitieux qui sont poursuivis ne pourront être atteints sans l'existence de relations harmonieuses entre elles et sans un climat de

solidarité sociale qui facilite et stimule la collaboration réciproque entre les employeurs et les

### DANS CE NUMERO :

- Réunion générale du Parti : Histoire de la gauche.
- Les mystères de l'Inde.

travailleurs (inutile de dire qu'une telle collaboration n'est pas et ne sera jamais « réciproque » : celui qui doit collaborer est le second terme du binôme, l'ouvrier ; en échange il aura peut-être quelques miettes et surtout beaucoup de chansons).

Et quand Giscard et Chirac appellent à la « participation à l'effort national », conjurent les

(Suite page 4)

## CGT - CFDT

### Un accord pour museler la lutte ouvrière

Pendant que l'Etat français, après avoir distribué quelques calmants légers, frappe la classe ouvrière aux points déterminés par les besoins du capitalisme face à la menace de crise (maintien des profits, restriction des importations, contrôle politique sur l'immigration...), la C.G.T. et la C.F.D.T., tout en se prêtant au cirque de la « concertation », ont conclu entre elles le 26 juin, un « accord offensif ». Ce document, que Séguéy et Maire célèbrent comme « un accord qui fera date dans le mouvement syndical », parce qu'il dépasse l'entente générale sur l'unité d'action pour « traiter cette fois des objectifs, communs et d'une manière précise » (L'Humanité du 27-6-74) mérite en effet l'attention.

Il confirme d'abord le caractère secondaire (bien que réel, c'est-à-dire correspondant à une division effective de leur travail de sabotage) des divergences entre les deux pompiers sociaux, face à leur unité de position réformiste. Ceci n'est une surprise que pour les éditorialistes bourgeois, qui ont intérêt à dramatiser les scènes de ménage du couple opportuniste, ou pour les divers immédiatistes et spontanistes qui décernent à la C.F.D.T. un brevet révolutionnaire sans se soucier de la perspective politique qui la gouverne, parce qu'il lui arrive parfois de capter les poussées de lutte locales en laissant à sa sœur aînée en opportunisme, la C.G.T., le rôle de pompier en chef.

Les grands désaccords de ces dernières années entre C.G.T. et C.F.D.T. ont fait l'objet de compromis diplomatiques assez aisés. La C.G.T. défendait la hiérarchie des salaires, la C.F.D.T. demandait le plus souvent une prime uniforme ou l'augmentation plus forte des

salaires les plus bas : les 2 centrales demandent dans le Document une progression des salaires « différenciée », « réduisant l'éventail hiérarchique ». Le salaire minimum de 1.300 F de la C.G.T. et les 1.500 de la C.F.D.T. sont harmonisés par la formule jésuitique : « pouvoir d'achat minimum de 1.500 F ». Les méthodes d'action sont apparues avant les élections comme la grosse pomme de discorde entre les deux centrales. La transaction élaborée sur ce point est particulièrement instructive...

★

Dans la seconde partie du document, tout en affirmant leur préférence — toute rhétorique d'ailleurs — pour des actions d'envergure, et en « reconnaissant » (sic) la possibilité d'actions restreintes, C.G.T. et C.F.D.T. s'accordent dans le rejet des comités dits « anti-syndicaux irresponsables » (lisez : des tentatives embryonnaires de résistance au capital et à l'action capi- (Suite page 2)

## LETTRE DE SUISSE

### Autonomisme réactionnaire dans le Jura bernois

Le plébiscite qui s'est déroulé les 22 et 23 juin dernier dans les six districts francophones et le district allemand de Laufen, dans le Jura, et qui a abouti à la création d'un 23<sup>e</sup> canton de la Confédération Helvétique, a été l'aboutissement d'une longue agitation contre le « pouvoir bernois », auquel était rattachée jusqu'ici cette région.

Cette agitation, au demeurant fort légaliste depuis la

seconde guerre mondiale, si l'on excepte les quelques fermes qu'ont fait exploser dans les années 63-64 quelques individus se revendiquant du F.L.J. (Front de Libération du Jura), a secoué périodiquement la région depuis le congrès de Vienne de 1815, date à laquelle elle fut rattachée au canton de Berne en réparation de la perte des cantons de Vaud et d'Argovie, devenus indépendants.

Comme tout mécontentement populaire, l'agitation jurassienne aujourd'hui trouve sa base matérielle dans le sous-sol économique et social. L'économie jurassienne se caractérise avant tout par une structure familiale encore très forte et par un développement très modeste de la grande industrie.

Un secteur important de l'économie est toujours l'agriculture de montagne, dans le cadre d'exploitations qui, si elles ont une superficie légèrement inférieure à la moyenne suisse (Jura : 8,8 ha ; Suisse 5,8 ha ; et pour comparaison France 15,7 ha), sans doute à cause de la prédominance de l'élevage dans certains districts, restent traditionnelles et souvent archaïques. Cette agriculture non spécialisée a naturellement beaucoup de mal à supporter les conditions modernes du marché.

Un autre secteur traditionnellement jurassien est l'industrie horlogère. La crise de cette industrie typiquement helvétique est plus ou moins générale, mais elle affecte plus particulièrement la région du Jura bernois la plus arriérée. Un

indice de cette arriération est donné par la quantité de travailleurs qui exécutent des travaux pour l'industrie à domicile, soit environ 2.000, et plus particulièrement des femmes. En 1972 ce secteur absorbait 45 % des emplois. En 1963, 79 % de ces entreprises avaient moins de 51 employés et 2 % seulement en avaient plus de 300.

Cet état de choses s'explique historiquement par le fait que cette industrie n'a demandé que peu d'investissements, n'exige que peu de matières premières et ne met en branle que des moyens de production relativement modestes. La main d'œuvre, très qualifiée est donc le principal facteur de production.

Si ce secteur ne s'est pas développé comme l'industrie des machines par exemple, cela est dû au fait que jusqu'avant la dernière guerre, l'horlogerie était essentiellement une industrie de luxe et que le marché n'exigeait pas une production de masse.

Mais après la dernière guerre, certains pays, notamment les USA,

l'URSS, et le Japon se sont mis à inonder le marché de produits fabriqués industriellement à bas prix. L'industrie suisse a donc vu son marché se restreindre et, même sur le marché des montres de qualité, la concurrence devenir très aiguë. Face à cela, l'Etat fédéral mit sur pied un « Statut fédéral de l'Horlogerie » afin de favoriser la recherche dans les techniques de pointe, d'éliminer la concurrence sur le marché intérieur en favorisant la cartellisation de ce secteur pour mieux résister sur le marché mondial.

Tous ces problèmes font que la petite bourgeoisie locale est peu à peu expropriée ou absorbée, et manifeste son mécontentement en rejetant ses difficultés sur un soi-disant « impérialisme bernois » qui l'empêcherait de se développer. C'est donc dans cette perspective qu'il faut comprendre l'apparition et l'implantation relativement importante, surtout dans les trois districts du Nord, du Rassemblement Jurassien (R.J.), qui a revendiqué

(Suite page 4)

## La paix américaine

Une fois les rivaux commerciaux de l'Amérique ramenés à la raison par le coup de poing sur la table de Washington ; une fois leurs politiciens au pouvoir remplacés par des hommes plus discrets, qui ne feront pas de querelle inutile à la grande protectrice de l'Europe : Heath par Wilson, Brandt par Schmidt, et même, dans la France « contestataire » Pompidou par Giscard ; une fois la « controverse atlantique » enterrée, l'Amérique pouvait venir à Bruxelles recevoir l'hommage de l'Europe.

Une fois l'arabisme nassérien abandonné par le Moyen-Orient au profit de l'islamisme saoudien, et ses nouveaux leaders consacrés ; une fois Jérusalem mise à sa place dans le nouveau dispositif diplomatico-militaire nécessité par le « spectaculaire renversement d'alliance » du Caire, l'Amérique pouvait recevoir l'hommage du Levant.

Le « voyage pour la paix » de Nixon n'aurait pas été complet sans une étape à Moscou ; Moscou contre qui l'alliance atlantique est officiellement dirigée, Moscou qui a dû partir en quatrième vitesse d'Egypte, mais qui doit taire ses ressentiments pour une poignée de dollars mendicé avec insistance, et qui a intérêt autant que le pays dont elle a contribué à parfaire la puissance pendant la deuxième guerre, à jeter au monde étonné des vassaux et des serfs, la poudre aux yeux de la « limitation des armements » de la « détente », et de la « paix ».

En dépit des révolutionnaires creux qui, parce qu'ils condamnent l'impérialisme plutôt qu'ils ne le combattent réellement, mettent tous les impérialismes sur le même plan, sans se préoccuper du degré de résistance que chacun d'eux peut opposer à la révolution, le prétendu « voyage pour la paix » de Nixon confirme bien encore une fois la puissance écrasante de l'impérialisme américain par rapport aux autres, une puissance telle que tant qu'elle ne sera pas broyée par la révolution prolétarienne, la victoire du communisme ne pourra être considérée comme assurée à l'échelle internationale.

# Les mystères de l'Inde

Le petit coup de tonnerre de la bombe atomique indienne n'a pas fait oublier aux observateurs bourgeois les grondements plus inquiétants qui proviennent du sous-sol social de ce volcan à moitié en sommeil, dont le réveil risquerait de mettre en péril l'«équilibre» capitaliste mondial.

Le Figaro a publié, du 22 au 25 mai 1974, un long reportage, avec ce sous-titre significatif : *Puissance nucléaire et misère explosive*. Son envoyé laisse paraître une panique sincère devant les contrastes sociaux spectaculaires : 300 millions d'Indiens au-dessous de la « ligne de survie » (estimée à... 62 de nos centimes par jour, cela avant les dernières hausses de prix, de 75 % en trois ans), contre trois millions à peine de notables et de bourgeois modernes occidentalises. Il s'empresse d'expliquer ce désastre par « la démographie », nouvelle explication tarte à la crème qui a remplacé l'explication par le « fatalisme religieux » invoquée par les orateurs parlementaires anglais du XIX<sup>e</sup> siècle ; comme si la démographie n'avait pas, elle-même, des causes économiques et sociales... (Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subsistent pas l'influence de l'homme», *Le Capital*, I, chapitre XXV). Le même envoyé du Figaro enregistre l'échec de la « révolution verte », lancée pour économiser une réforme agraire : réservant une culture intensive moderne aux meilleures terres, possédées par les koulaks aisés, elle n'a réussi qu'à enrichir les plus riches, et va d'ailleurs se trouver freinée, voire condamnée par la multiplication par quatre du prix mondial des engrais (voir *Le Monde* du 6-6-1974). Le journaliste prévoit que l'ensemble des augmentations dues à la crise mondiale, jointe aux mauvaises récoltes et à la pénurie de fourrage, effet secondaire de la « révolution verte », va rejeter dans les années qui viennent à peu près 100 millions d'Indiens de plus au-dessous de la ligne de survie ; mais ce qui lui paraît surtout « dramatique », c'est qu'avec les progrès, malgré tout, de la scolarisation et de l'alphabétisation, dans dix ou vingt ans, « plus d'un Indien sur deux saura lire ou écrire et ne pourra plus tolérer cette situation ». Or le parti du Congrès a fait, constate-t-il, tout ce qu'il pouvait faire « dans un cadre normal où on veut respecter un certain nombre de choses et notamment la liberté » (et, s'exclame-t-il comiquement, après la description de l'épouvantable misère des bidonvilles de Calcutta et de Bombay, « c'est beau un pays libre, et il n'y en a plus tellement... »). Les révoltes sanglantes périodiquement réprimées à coups de fusil ne sont surmontées par l'Etat central que dans la mesure où elles restent relativement localisées (comme la véritable guerre civile qui a opposé au Bengale, en 69-70, les naxalistes au gouvernement local) ; c'est pourquoi Mme Gandhi a pris brutale-

ment les devants face à un risque de grève générale comme celle des cheminots. Bref, en bourgeois lucide, l'admirateur des pays libres conclut : l'Inde ne pourra éviter la révolution et tombera dans le communisme. Peu importe qu'après cela, épouvanté par sa propre logique, il étende sur ces plaies le voile du « mystère indien », et mette son espoir dans le miracle imprévisible, puisque « l'Inde est décidément un continent incompréhensible »...

Ce mystère, équivalent dans ses grandes lignes de ce que les bourgeois ont appelé en leur temps « l'énigme chinoise » ou la « spécificité » slave, nous, marxistes, en connaissons les secrets : de même, à des degrés divers, que la Russie des années 1880, que la Chine de Sun-Yat-Sen, l'Inde, ou plutôt les masses indiennes, souffrent, comme le laisse apparaître ce tableau parlant, malgré quelques fantasmagories bourgeoises, « à la fois du développement capitaliste et de l'insuffisance de ce développement », en même temps que de l'oppression impérialiste internationale (même si elle a dépouillé sa forme « brutalement » coloniale), sous sa forme économique (prix des matières premières par exemple), et politique : la collaboration des gendarmes de l'ordre capitaliste mondial, U.S.A. et U.R.S.S. en tête, au maintien de l'Etat indien des possédants.

Marx et Engels ont montré lumineusement dans leurs articles de 1853 à 1857 surtout, comment la domination britannique, et surtout le commerce et l'industrie anglaise, ruinant l'artisanat local, ont brisé la structure archaïque du village communautaire, et impitoyablement rompu le cordon ombilical qui liait l'individu à une famille humaine étroite, mais équilibrée. L'impérialisme a provoqué ainsi, dans un pays relativement prospère jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la misère soi-disant « séculaire » qui sévit encore, mais libérée en même temps — phénomènes éminemment positifs — (et c'est là que la dialectique marxiste se distingue des jérémiades de philanthropes scandalisés), les forces sociales qui seront les « instruments inconscients de l'histoire ». L'industrie locale, lente à se constituer (des mesures restrictives ont paralysé pendant longtemps les capitaux hindous) a pris, sous l'impulsion de Nehru, la forme d'une industrie lourde très localisée, mais moderne, avec un prolétariat relativement peu nombreux, mais hautement concentré. Cependant ces données — destruction du village communautaire et de l'industrie domestique rurale, industrialisation sporadique mais moderne — sont bien loin d'avoir produit en Inde (à cause de la domination directe de l'impérialisme, d'abord et de ses conséquences à retardement ensuite) tous les effets sociaux et politiques que l'on avait enregistrés en Russie à la fin du siècle dernier. En l'absence d'un mouvement paysan et prolétarien consé-

quent, et dans le crépuscule politique de la contre-révolution mondiale, la bourgeoisie locale faible et pusillanime, après avoir pratiqué avec Gandhi, la « résistance passive », (mais le soutien actif à l'impérialisme britannique au cours de la Première Guerre Mondiale), a fini par ramasser, en 1947, le pouvoir des mains des colons anglais, sans que soit mise en mouvement l'énergie des masses populaires ; sans mettre en cause non plus, le pouvoir des anciens notables, des propriétaires terriens et des collecteurs d'impôts (pouvoir dont le système des castes n'est que le paravent religieux). Comme le note le journaliste du Figaro, le Parti du Congrès, malgré les accès de phraséologie socialisante de Mme Gandhi est un mouvement de notables, qui rassemble les anciennes élites et une partie de la bourgeoisie industrielle et commerciale, et si Mme Gandhi n'a pris aucune mesure radicale contre la famine et la corruption, même en 1971, après la victoire sur le Pakistan, au sommet de sa popularité, c'est « peut-être » [« peut-être », en effet !...] parce que le Congrès « est justement un parti de koulaks et de gros possédants ».

L'adoption des formes parlementaires occidentales les plus classiques — que les dirigeants Indiens reproduisent avec une virtuosité qui fait l'admiration du Figaro —, la nationalisation de grands secteurs de l'industrie, n'empêchent pas qu'un bon nombre de tâches bourgeoises élémentaires y restent encore à accomplir : l'unification nationale, linguistique, économique, politique même, qui n'est que très partielle, — la réforme agraire (Mme Gandhi vient de renoncer aux mesures « révolutionnaires » de nationalisation de la distribution des grains, qui n'ont produit que l'accaparement et la corruption accrues ; que pouvaient-elles produire d'autre, quand on ne touche pas à la production ?...).

En même temps, le développement moderne d'une partie de cette pyramide économique et sociale, dont l'explosion atomique, la grève des cheminots entre autres sont des signes, amène sur la scène historique les conflits du capitalisme avancé et exige des solutions qui dépassent le cadre de la démocratie bourgeoise. Les facteurs « objectifs » d'une révolution double sont donc réunis en Inde, malgré l'inertie apparente et la force conservatrice des préjugés religieux, le caractère sporadique et local des révoltes jusqu'à maintenant. Mais il y manque le parti révolutionnaire. Le prolétariat et les masses rurales affamées ne peuvent attendre leur libération, ou même l'allègement de leur oppression, ni de la bourgeoisie corrompue qui les domine actuellement en accord avec les anciennes classes dirigeantes ; ni, non plus, du P.C. pro-russe, lèche-bottes du Congrès qu'il soutient ouvertement dans les élections (Mme Gandhi n'est-elle pas une fidèle alliée de l'U.R.S.S. ?) ni encore du P.C. pro-chinois, dont la combativité apparemment plus grande échoue dans la nasse de la « révolution par étapes » (c'est-à-dire du suivisme par rapport à la bourgeoisie nationale), et de la défense de la Chine de Mao (c'est-à-dire du maintien de l'équilibre social de l'Orient dans le sens de ses intérêts d'Etat).

L'énergie sociale qui s'accumule dans la poudrière indienne produira nécessairement, malgré la répression féroce, de nouvelles explosions, d'une importance capitale, et qui pourront secouer en retour les grandes métropoles impérialistes. Mais elle ne pourra abolir la « malédiction de la misère » que lorsque l'assaut convergent — sinon simultané — des masses populaires indiennes avec les prolétaires à leur tête, et des prolétaires des pays industriels avancés, dirigés tous deux par un parti communiste fidèle aux directives lumineuses de l'Adresse de 1851, du 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale, et du Congrès des Peuples d'Orient à Bakou, auront porté des coups décisifs à la domination capitaliste mondiale, dispersant en même temps les scories de l'oppression féodale et asiatique qui alourdissent encore le fardeau de l'exploitation bourgeoise.

# La bourgeoisie et ses laquais contre les travailleurs immigrés

Le gouvernement vient de décider de stopper l'immigration jusqu'en octobre et annonce « une nouvelle politique », notamment sa « volonté de limiter les entrées des travailleurs étrangers et de leurs familles en fonction des possibilités d'emploi et d'accueil (!), (...) d'accroître l'aide sociale », selon *Le Monde* du 5-7.

Ces mesures auraient-elles quelque chose à voir avec une tentative de rejeter une partie du chômage occasionné par le ralentissement prévu de l'économie vers les « pays exportateurs de main d'œuvre » ? Et seraient-elles dictées au gouvernement d'un Etat impérialiste par les lois du capitalisme qui fait aller et venir inlassablement, au gré des situations changeantes, des millions et des millions de travailleurs entre les centres de surproduction de marchandises et de capital et les périphéries où, dialectiquement, abondent les forces de travail excédentaires, où sont les campements du gros de l'armée de réserve industrielle ?

Vous n'y songez pas ! En fait il s'agit officiellement de mesures destinées à « améliorer la protection sociale des immigrés ». La première de ces mesures, qui « suspend » l'immigration, devrait permettre de « faire le point » sur la situation et les conditions d'existence des immigrés actuellement en France, comme l'affirme tranquillement le gouvernement, misérable hypocrisie que répètent servilement les journaux, du Figaro à *L'Humanité*, comme si la misère, l'insécurité, le racisme subis quotidiennement par plus de quatre millions de travailleurs privés de tout droit politique et ravalés au

rang de bêtes de somme n'étaient pas connus de tous ! Pour ce qui est des autres mesures, « on peut difficilement faire grief aux pouvoirs publics de songer d'abord — ou enfin — à la situation des étrangers vivant en France avant que d'en accepter d'autres » fait remarquer *Le Monde* du 5-7 qui se félicite par ailleurs de l'humanité du gouvernement.

En somme, les bourgeois gouvernent, mais dans l'intérêt de la classe ouvrière !

Et l'opportunisme, comment réagit-il, lui qui a toujours réclamé de telles mesures (voir le projet de loi du PCF d'avril 1967, dans *Le Prolétaire* n° 164 ; ou la Charte de l'immigration proposée par la CGT et la CFDT, dans le n° 151) ?

Eh bien, l'opportunisme, qui a décidément le triomphe modeste, fait des minauderies : « il est évidemment difficile de se livrer à de longs commentaires sur un texte aussi vague que pavé d'intentions qui, pour être aussi bonnes qu'elles soient, n'en demeurent pas moins telles jusqu'à leur précision. » (*L'Humanité* du 4-7). Et de vanter les mérites de la « véritable politique de l'immigration » proposée par le programme commun : pour les larbins social-impérialistes, la concurrence et la division entre les travailleurs immigrés et autochtones ne se surmontent pas dans la lutte commune contre la bourgeoisie et son Etat, mais en demandant à l'Etat des capitalistes de régenter la concurrence entre les ouvriers !

Des bourgeois qui gouvernent dans l'intérêt des ouvriers, et une politique qui leur est machée par les « représentants » des ouvriers ! De quoi faire rêver tous les laquais !

## L'Accord CGT - CFDT

(Suite de la page 1)

tularde des grandes centrales), et ils signent un pacte d'union sacrée contre « toute intervention extérieure au mouvement syndical dans la conduite des luttes », formule qui — en outre — cache en fait la soumission du mouvement syndical à la direction réformiste et aux impératifs de ses maîtres bourgeois.

A travers une forme de lutte (les comités extra ou para-syndicaux), les deux compères engagent une offensive non contre la bourgeoisie, mais encore contre les éléments combattifs de la classe ouvrière qui s'inscrivent, pour la C.F. D.T., dans la ligne des « garanties anti-gauchistes » données par Edmond Maire au dernier Congrès de sa centrale.

Les syndicats s'attaquent aux franges combattives des travailleurs, naturellement minoritaires dans la situation actuelle, au nom du principe démocratique et du respect de la plus large consultation électorale (qu'ils sont les premiers à violer lorsqu'elle leur est défavorable), alors que toute leur activité de propagande, d'agitation et d'organisation est soumise aux besoins de la collaboration de classe.

Face à une position sabotant aussi ouvertement toute possibilité de lutte décidée, on pourrait être tenté de trouver dans les « comités extra-syndicaux » une panacée anti-opportuniste, une recette donnant un succès assuré dans la lutte contre le patronat. En réalité, il faut juger les formes organisationnelles en fonction des besoins généraux de la lutte de classes. Les comités d'usine ou comités de grève qui surgissent en marge des syndicats ou explicitement contre eux peuvent être un moyen de s'opposer localement au sabotage des luttes par l'opportunisme. Mais il est évident que, s'ils peuvent remporter des succès revendicatifs non négligeables, ils ont, en eux-mêmes, — si le parti révolutionnaire n'y exerce pas son influence — la double limitation de leur caractère local, insuffisamment centralisateur, et du manque de clarté politique, deux sources de faiblesse même du point de vue de la lutte économique. En définitive, ils constituent un terrain utile et nécessaire de résistance ouvrière, où le parti pourra développer son travail de propagande politique, d'agitation immédiate et d'organisation des travailleurs.

## Capitalisme cannibale opportuniste complice

Une illustration particulièrement frappante du rôle crapuleux de l'opportunisme syndical a été donnée par le conflit d'Usinor-Dunkerque, (où la section CFDT a maintenu une fois de plus des positions un peu plus combattives localement tandis que sa direction nationale sablait le champagne de l'offensive responsable). Pour moins qu'une bouchée de pain (des promesses-bidon d'enquêtes et d'améliorations sur la sécurité, et une aérosoire prime de risque, camouflée dans l'accord final en « augmentation catégorielle », l'encouragement au suicide tarifé à 70 F par mois !), la CGT, bras dessus bras dessous avec FO, vient d'y livrer la peau des ouvriers au capitalisme cannibale. Le « vieux » mot de Marx prend tout son sens quand on suit le détail de

ce conflit, exemplaire illustration de la nécessité capitaliste des accidents du travail et de la honteuse complicité de l'opportunisme dans son camouflage ! Comme aux Houillères de Lorraine et à Moulinex en mars dernier, la CGT s'est servie entre autres, pour saboter la lutte, de la dénonciation comme « minoritaire » du vote du 27 juin contre la reprise du travail ; elle a imposé avec la collaboration de la direction un nouveau vote à bulletins secrets, en menant campagne contre les « minorités irresponsables », et les « groupes gauchistes qui sous prétexte de grève organisent des quêtes et des collectes dont la destination est incontrôlable » (*L'Humanité* du 3-7-74).

Avec de tels larbins, le capital est bien secondé.

## PUBLICATIONS INTERNATIONALES DU PARTI

<b>EN ESPAGNOL</b>	
— Los fundamentos del comunismo revolucionario .....	4,00 F
— Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase .....	4,00 F
— Partido y clase .....	8,00 F
<b>EN PORTUGAIS</b>	
— Teses características do partido : bases de adesao ..	3,00 F
— Lições das contra-revoluções .....	3,00 F
<b>EN ALLEMAND</b>	
— Die Frage der revolutionären Partei .....	4,00 F
— Revolution und Konterrevolution in Russland .....	6,00 F
— Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus .....	6,00 F
<b>EN ANGLAIS</b>	
— The Fundamentals of Revolutionary Communism .....	4,00 F

COMMANDES AU « PROLETAIRE »

## RÉUNION GÉNÉRALE DU PARTI (JUIN 1974)

# HISTOIRE DE LA GAUCHE

## (Le III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste)

Nous poursuivons, avec le rapport sur l'Histoire de la Gauche, la publication des comptes rendus sommaires des rapports de la dernière réunion générale du Parti (voir « Le Proletaire » n° 176).

✱

Introduisant le thème du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (juin-juillet 1921), le rapport de la précédente réunion générale (1) avait été axé sur les discours de Trotsky sur la situation mondiale et les tâches de l'I.C., dirigés en particulier contre la stupide « théorie de l'offensive », ainsi que sur la démonstration du fait que le P.C. d'Italie agissait sur la même ligne, non seulement dans ses déclarations publiques, mais aussi et surtout dans son action pratique. Cette fois-ci, le rapport a commencé à traiter les thèmes plus vastes à l'ordre du jour de ces assises mondiales, en s'appuyant en particulier sur les discours de Lénine en réponse aux critiques faussement de gauche qui pullulaient en Occident.

Il s'agit, comme on a tenu à le souligner, de thèmes permanents du mouvement communiste, peut-être moins enthousiasmants que ceux qui avaient fait l'objet du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale une année auparavant, mais non moins vitaux : les problèmes qui portent, une fois les sections nationales du Komintern (et aujourd'hui, ne serait-ce qu'un simple embryon de parti) constituées à partir de bases doctrinales et programmatiques solides, sur l'exécution des tâches irrévocables de prosélytisme, de propagande, d'agitation, de participation active aux luttes économiques, d'organisation interne et externe, en somme sur la préparation révolutionnaire même et pourrait-on dire surtout dans les phases historiques dans lesquelles la révolution n'est pas proche, voire semble éloignée. Le problème était d'autant plus aigu (et il le reste aujourd'hui, quelles que soient les limites posées à l'action pratique et à une tactique efficace du parti par la situation objective), que les jeunes partis d'Europe centrale et occidentale trahissaient deux maladies opposées mais dialectiquement liées : d'une part un suivisme à tendance légalitaire, lourde force d'inertie héritée du passé maximaliste, voire social-démocrate, dans les persistantes ailes droites, qui finissait logiquement dans le fatalisme résigné et désarmé ; d'autre part, dans les ailes « gauches » occasionnelles, un velléitarisme activiste, prêt à se réveiller brusquement du sommeil de la routine quotidienne pour théoriser « l'offensive à tout prix », ou pour en voir la justification dans quelque soubresaut, même mineur et localisé, de la société capitaliste, considérée comme se survivant à elle-même non seulement du point de vue historique, mais dans la réalité des rapports de force entre les classes. Parce qu'elle était chronique, la première maladie avait besoin du coup de bistouri de la « grande épuration », prélude, comme le dira Trotsky, à la « grande amitié » ; la seconde exigeait un traitement... clinique à base de vigoureux étrillages, pour que l'enthousiasme — louable et sain en soi — de jeunes anxieux de se battre contre l'ennemi soit mis au service d'une préparation méticuleuse, pondérée, voire pédante (à leurs yeux ingénus) des conditions subjectives de la victoire révolutionnaire, au lieu de le laisser devenir un boulet aux pieds aux moments cruciaux ou un facteur de défaite au cours de la lutte pour le pouvoir.

Dans cet éclairage, le III<sup>e</sup> Congrès — dont la charge est supportée, dans les tâches précisément les plus difficiles et « impopulaires », par Lénine et Trotsky — apparaît comme un aspect de la bataille, jamais terminée pour les vrais communistes, contre les « révolutionnaires de la phrase », les théori-

ciens et les praticiens de la « révolution sans préparation », du romantisme qui ne supporte pas la discipline, qui ne tolère pas l'action en profondeur, qui refuse le travail — un travail sans lequel il n'y a ni victoire ni même, en cas de défaite, possibilité de reprise rapide — visant à « gagner aux principes du communisme [c'est-à-dire à la conscience, même obscure, de la nécessité de la violence révolutionnaire, de la dictature et de la contrainte] le gros de la classe ouvrière », à « organiser ses couches décisives » dans le Parti et autour de celui-ci dans les organisations immédiates et intermédiaires, et enfin à neutraliser en partie et, pour le reste, à attirer à soi les couches prolétariées ou en cours de prolétarianisation de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale ; cette œuvre exige elle-même un intense travail d'organisation du parti, et l'emploi d'instruments tactiques d'autant plus complexes que la situation objective n'est pas immédiatement favorable à l'attaque révolutionnaire, ou inversement qu'à son mûrissement ne correspond pas un élargissement correspondant de l'influence du Parti.

Au passage, on a rappelé qu'il ne suffit pas d'être armés d'une solide doctrine et d'une claire vision des grandes éventualités tactiques et des modes d'action qui y correspondent : la possession de cet arsenal est nécessaire et indispensable mais non suffisante, non seulement parce que, pour apporter des résultats féconds, elle doit s'appuyer sur un réseau organisationnel capable de la traduire en actes, mais parce qu'elle ne résoud pas le problème très difficile et délicat, dont la solution n'est donnée par aucune table de la loi en elle-même, de l'appréciation de la situation demandant l'application de telle tactique plutôt que telle autre, du degré d'intensité des antagonismes sociaux, du rapport de forces entre les classes, de l'influence réelle du parti, du poids de l'opportunisme niché dans les rangs prolétariés, de l'inertie de la tradition, de la capacité de résistance de l'adversaire, etc... — ce problème qui se résume dans celui de l'« art de la préparation révolutionnaire » ; un art, nous le soulignons, et non une science, que le parti en tant que collectivité peut et doit se donner les moyens d'apprendre, et qui ne tombe pas du ciel, ne réside pas tout prêt dans la giberne de chaque militant, parce qu'il est le fruit d'une expérience longue, difficile et souvent amère.

De tout cela, les jeunes partis nés des scissions au sein des vieux organes socialistes avaient peine à prendre conscience : le parti allemand, en particulier, oscillait entre l'extrême de la routine parlementaire et syndicale, et celui du réveil ultra-activiste improvisé (souvent incarné par les mêmes hommes), d'ailleurs aggravé par les mêmes entraves, à savoir la faiblesse ou l'absence de la préparation révolutionnaire et l'optimisme facile et démagogique. Signe de ce que nous avons appelé la tragédie prolétarienne du premier après-guerre : en Italie, le parti né de la scission de Livourne donnait une magnifique preuve de sérieux dans l'accomplissement des tâches les plus diverses et les plus complexes, mais toujours irrévocables, de l'avant-garde révolutionnaire, sans jamais tomber dans un défensisme peureux, sans jamais non plus céder à la tentation de l'offensive à tout prix et par principe, éloigné par conséquent de l'aspect négatif du blanquisme tout en valorisant ses aspects positifs dans la lutte sur le double front de la défense contre la violence organisée des squadre fascistes et de la bataille quotidienne pour arracher au joug de l'opportunisme social-démocrate et maximaliste la fine fleur de la classe ouvrière ; mais alors qu'il agissait donc manifestement en

pleine conscience sur la voie imparable du communisme révolutionnaire restauré intégralement par Lénine et la III<sup>e</sup> Internationale constituée depuis peu, ce même parti était représenté au 3<sup>e</sup> Congrès à Moscou par une délégation — dirigée, ce n'est pas un hasard, par Terracini — infiniment au-dessous de ses tâches pour préciser et défendre les positions qu'il avait prises. Comme le diront les Thèses de Lyon en 1926, cette délégation non seulement exprima « fort mal » la signification de nos divergences tactiques, mais commit « des erreurs gauchistes »,

et il est significatif que le même document présente nos Thèses de Rome de 1922 comme « l'heureuse liquidation théorique et politique de tout danger d'opportunisme de gauche dans le parti italien » (2). Cela montre que le Parti était certes fermement guidé par sa direction véritablement de gauche, mais restait cependant toujours composé, y compris au sommet, d'éléments de provenances variées et de solidité douteuse, destinés à trahir dès le déclin du cycle révolutionnaire international, quand à sa trajectoire s'attachèrent les ombres obscures de la contre-révolution stalinienne.

### A la hauteur des principes

Dans un congrès forcément dominé en grande partie ou par les brûlantes polémiques internes du parti allemand après les événements de mars, ou par l'énumération minutieuse des tâches et des mesures organisationnelles et tactiques à l'usage des partis restés au seuil de l'« école de stratégie révolutionnaire », les grands principes du communisme furent cependant réaffirmés avec une extraordinaire vigueur, et sur ce plan le contraste avec ce que seront plus tard les pâles assemblées de la fameuse ère de Staline apparaît dans une lumière saisissante.

Dans le dernier discours de Lénine aux délégués du monde entier, la valeur internationale et l'internationalisme de la révolution russe et de son parti sont jetés à la figure des « critiques » occidentaux qui radotent sur un soi-disant abandon de la plate-forme de la révolution mondiale par les bol-

chéviques au profit de la solution des problèmes « internes » : le discours porte sur « la tactique du Parti Communiste de Russie », mais il s'appuie entièrement sur des bases internationalistes de principe : « Nous comprenons fort bien que sans le soutien de la révolution internationale, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Avant comme après la révolution, nous nous disions : ou bien la révolution éclatera dans les pays capitalistes plus évolués, immédiatement, sinon à brève échéance, ou bien nous devons périr. Malgré cette conviction, nous avons tout mis en œuvre pour sauvegarder le système soviétique, coûte que coûte, en toutes circonstances, car nous savions que nous ne travaillerions pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale ». Et Trotsky, polémiquant sur la question italienne avec ces « commu-

nistes occidentaux » qui accusaient les bolchéviques, tour à tour, de vouloir la révolution en Occident à tout prix, ou de ne plus la vouloir, selon leurs intérêts d'Etat : « Notre pays est un pays qui vous offre le cadre de la misère. Mais ce pilier de la révolution mondiale, nous le défendons, parce que pour le moment il n'y en a pas d'autre. Quand il y en aura un en France ou en Allemagne, le pilier russe perdra les neuf dixièmes de son importance, et nous sommes tous prêts à venir chez vous en Europe pour défendre un pilier plus important. Maintenant, croire que nous considérons ce pilier comme le centre du monde [voilà un autre son que le « chauvinisme de grande puissance » stalinien !! NdR], et que nous avons le droit d'exiger que vous fassiez la révolution en Allemagne, en France, en Italie, au moment où c'est nécessaire pour notre politique interne, c'est une absurdité. Si nous étions capables d'une telle trahison, il faudrait nous mettre tous contre le mur et nous fusiller l'un après l'autre ! ».

Le sens de l'« alliance avec les paysans », rabaisée ensuite par Staline au rang d'accord « entre égaux », est réaffirmé avec une égale vigueur par Lénine : « Quand nous parlons [d'alliance avec les paysans], nous visons à renforcer et à consolider le prolétariat. [...] Nous aidons les paysans parce que sans alliance avec eux le pouvoir

(Suite page 4)

(1) Réunion Générale de décembre 1973. Voir le compte rendu dans Le Proletaire n° 165 et 166.

(2) Voir Défense de la continuité du programme communiste, p. 137.

## La « dialectique » maoïste au service de l'impérialisme français

Suivant la doctrine chinoise, les maoïstes de L'Humanité Rouge se font une représentation très simple du monde. Dans H.R. du 27 juin, l'éditorial explique qu'il y a trois sortes de pays, un peu à l'image des sphères de la cosmologie moyen-âgeuse, à savoir les deux super-grands (première sphère), les pays du Tiers Monde (deuxième sphère) et entre les deux, celle constituée par les pays de l'Europe de l'Ouest et du Japon (c'est-à-dire avec quatre des puissances impérialistes de notre époque).

Dans la lutte de la deuxième sphère — qui constituerait la force principale contre les deux super-grands, faisant du coup disparaître le prolétariat de la scène historique — contre la première, H.R. affirme que « la question centrale de l'heure actuelle est de savoir si [les pays de la troisième sphère] vont se ranger aux côtés du Tiers Monde contre les super-puissances ou bien sombrer dans le camp des plus grands ennemis des peuples ». Le problème est de savoir si les impérialismes mineurs se rangeront du côté des peuples opprimés... ou du côté de l'impérialisme ! On croit rêver !

L'Iran, pays féodal et despotique, qui joue un rôle de choix dans l'échiquier du statu-quo impérialiste en tant que garde-chiourme du Golfe Persique, a donc droit à toutes les louanges car — tout ceci relève évidemment de la politique fiction — le shah aurait « développé une politique d'indépendance (à l'égard de l'impérialisme), la plus récente manifestation étant le relèvement du prix du pétrole qui constitue un facteur de paix (sic !) dans la région et aussi dans le monde ».

Mais il y a plus encore. La rencontre des impérialismes mineurs et des régimes les plus réactionnaires des régions arriérées (le rapprochement donc entre les deux dernières sphères...) est salué comme étant positive pour les peuples opprimés : « Dans cette situation générale le caractère dominant [?] de la rencontre entre Giscard et le shah d'Iran est positif ».

A la trame de l'impérialisme et des régimes les plus réactionnaires du Tiers Monde, H.R. conclut : « Nous ne doutons pas que cette analyse justifie une profonde réflexion de nos camarades et lecteurs ». En effet !

..

Et comme la scholastique maoïste est pleine de ressources, Front Rouge rivalise avec H.R. dans une subtile casuistique pour justifier la bombe atomique française. Nous n'aurons pas besoin de faire appel à la « profonde réflexion de nos camarades et lecteurs » pour déchiffrer sous l'amas des « aspects principaux » et des « aspects secondaires » des « contradictions principales et secondaires », la terrible loi de la pesanteur... social-chauvine.

C'est ainsi que Front Rouge écrit, dans son avant-dernier numéro :

« L'aspect principal de la bombe atomique française dans une situation mondiale caractérisée par l'hégémonie des deux super-puissances, c'est qu'elle est une arme de dissuasion contre les éventuelles attaques de leur part et surtout du social-impérialisme... [Les révolutionnaires] ne s'opposent pas à la bombe atomique française, dans la mesure où c'est une arme de

dissuasion contre les deux super-puissances et où elle constitue un instrument d'indépendance. Les révolutionnaires français ont tout intérêt à ce que l'impérialisme français soit indépendant, qu'il n'y ait pas de troupe d'occupation en France car ce serait un ennemi supplémentaire à vaincre ».

Laissons à Lénine le soin de stigmatiser une fois de plus cet argument fallacieux des social-chauvins de toujours :

« Dans une guerre réactionnaire [par là Lénine entend toute guerre impérialiste — et une guerre menée par l'Etat français, déjà réactionnaire en 1914, le serait à plus forte raison aujourd'hui — NdR], la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que souhaiter la défaite de son gouvernement.

« C'est là un axiome. Et il n'y a pour en contester la vérité que les partisans conscients ou les acolytes impuissants des social-chauvins (...) La révolution en temps de guerre c'est la guerre civile ; or d'une part, la transformation [soulignée dans le texte] d'une guerre de gouvernements en une guerre civile est facilitée par les revers militaires (par la « défaite ») des gouvernements ; d'autre part il est impossible de contribuer pratiquement à cette transformation si on ne pousse pas du même coup à la défaite.

Si le « mot d'ordre » de défaite est répudié par les chauvins... c'est précisément parce que c'est le seul mot d'ordre qui fasse appel d'une manière conséquente à l'action révolutionnaire pendant la guerre » (De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste, Œuvres t. 21, p. 283).

